



HAL
open science

Master Économie appliquée

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie appliquée. 2011, Université de Rouen. hceres-02041721

HAL Id: hceres-02041721

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041721v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADÉMIE : ROUEN

Établissement : Université de Rouen

Demande n° S3MA12000044

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Économie appliquée

Présentation de la mention

Il s'agit d'une formation généraliste en économie, dont l'objectif est de permettre aux étudiants d'acquérir des compétences techniques et analytiques de niveau Bac+5. L'objectif est de former des cadres polyvalents du secteur tertiaire. L'accent est mis sur la gestion des risques, mais le spectre des métiers est vaste et couvre notamment les domaines de l'environnement et du développement durable, de l'expertise économique, des services rendus aux entreprises, des assurances, des banques, de l'aménagement du territoire, de l'administration, etc.

C'est la seule formation en économie proposée par l'Université de Rouen (mais rien n'est dit sur des spécialités proches de la mention « Management »).

En M1, chaque semestre, les enseignements s'articulent autour d'une unité de cours fondamentaux, d'une unité de cours de spécialisation et d'une unité de cours complémentaires. Les étudiants ont accès à 4 spécialités : « Management de l'environnement et du développement durable », « Diagnostic social et économie solidaire », « Economie et gestion des risques », et « Banque et gestion de patrimoine ». En outre, une nouvelle spécialité « Economie et développement des territoires » est en cours de création.

En M2, les étudiants choisissent le parcours recherche ou professionnel de leur spécialité (hormis le parcours « Banque », uniquement en alternance). Les deux parcours ne se distinguent pas par les enseignements, mais par la réalisation d'un mémoire de stage (à l'issue d'un stage) et d'un mémoire de recherche.

Indicateurs

Effectifs constatés et attendus, taux de réussite	75 étudiants en M1 (<i>a priori</i> 85 % de réussite) 50 étudiants en M2 (<i>a priori</i> 95 % de réussite)
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants	Il n'en existe pas au niveau de la mention.
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non	Les ¾ des étudiants se déclarent en emploi dans les 18 mois qui suivent la formation (68 % en CDI) ; parmi eux, une moitié de cadre, mais essentiellement dans le secteur bancaire ; dans les autres secteurs les étudiants occupent semble-t-il rarement des positions de cadre.
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants	Il y a une grande insatisfaction en ce qui concerne l'absence de stage en M1 et l'absence d'aide à la recherche de stage. En conséquence, il est désormais prévu d'instaurer un stage en M1.

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

Il s'agit d'une formation généraliste en économie dont l'objectif est de former des cadres polyvalents du secteur tertiaire. Globalement, au terme du M2, le niveau acquis par les étudiants semble satisfaisant, mais les différentes spécialités sont de qualité inégale. L'adossement de l'équipe pédagogique à la recherche est souvent faible et inégal selon les spécialités, la liaison à une unité de recherche incertaine.

Les débouchés professionnels sont relativement bons en termes d'insertion, mais pas forcément en adéquation avec la formation (hormis dans le secteur bancaire).

Au niveau régional, ce master apparaît toutefois un peu mieux structuré et peut être plus attractif que celui équivalent à l'Université du Havre.

Trois spécialités (« Management de l'environnement et du développement durable », « Diagnostic social et économie solidaire » et « Economie et développement des territoires ») ont en commun de s'inscrire dans le cadre général du développement durable. Aussi faudrait-il mutualiser davantage un certain nombre de cours, voire proposer un M1 commun, avec éventuellement un choix d'options. Cela permettrait de renforcer la visibilité du master qui souffre d'une faible attractivité en créant véritablement un pôle d'envergure régionale. De même, les deux spécialités en économie financière doivent se rapprocher et tendre vers la professionnalisation. On ne peut à ce titre que saluer la démarche entreprise avec le Centre de Formation de la Profession Bancaire. L'éclatement des spécialités nuit à chacune d'elle en les empêchant d'atteindre une taille critique (aussi bien en termes d'étudiants inscrits, qu'en termes de recherche).

- Points forts :

- Une formation généraliste relativement bien implantée dans la région.
- Une bonne insertion professionnelle en termes de débouchés, dans un environnement économique pourtant difficile.

- Points faibles :

- Il est question de partenariats professionnels, mais ils ne sont pas formalisés.
- Les emplois ne sont souvent pas à la hauteur d'un diplôme Bac+5.
- La qualité des spécialités de M2 est très hétérogène.
- Les spécialités de M2 sont trop nombreuses.

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable d'améliorer la lisibilité de la mention (composition des unités d'enseignement -UE- et contenu des enseignements), de faciliter les réorientations des étudiants qui souhaiteraient changer de parcours. Des cours optionnels devraient être proposés dès le M1.

Il faudrait surtout envisager de ne conserver que deux à trois spécialités sur les cinq, à la fois pour mutualiser davantage de cours, accroître la lisibilité, atteindre une certaine taille critique et renforcer l'adossement recherche.

Appréciation par spécialité

Management de l'environnement et du développement durable

- Indicateurs :

Effectifs constatés et attendus, taux de réussite	Une douzaine d'étudiants en M1, une petite vingtaine en M2 avec des taux de réussite proche de 90 %.
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants	Il existe une procédure d'évaluation pour cette seule spécialité. Les étudiants se disent dans l'ensemble très satisfaits.
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non	Les ¾ des étudiants trouvent un emploi, mais généralement peu stable et mal rémunéré, comme souvent pour les formations sur le même thème.
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants	L'évaluation semble satisfaisante à la lecture du dossier

- Appréciation :

Il s'agit de former des cadres spécialisés en économie de l'environnement. Les débouchés sont les bureaux d'études, entreprises, administrations et associations. Les métiers sont bien détaillés : cadres de l'environnement et du développement durable tels que chargés d'étude, de mission, de communication, conseiller, responsable qualité...

L'organisation pédagogique est cohérente avec les objectifs visés, et la formation professionnelle est bien conçue. L'attractivité de cette formation est cependant limitée, et elle n'est pas portée jusqu'à présent par les résultats de l'insertion professionnelle, qui restent peu satisfaisant tant en quantité qu'en qualité.

- Points forts :

- La formation professionnelle est bien ciblée.
- L'encadrement pédagogique est bien organisé.

- Points faibles :

- L'effectif reste très limité interrogeant sur l'attractivité surtout en M1 (à peine une quinzaine chaque année).
- L'insertion professionnelle des diplômés n'est pas très bonne (taux et niveau d'embauche), alors que de gros moyens (équipe, volume horaire) sont déployés pour de petits effectifs.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

On ne peut qu'encourager les efforts entrepris pour la professionnalisation du diplôme. Il serait nécessaire cependant, de développer une réflexion plus globale sur la situation du marché du travail dans le domaine visé pour consolider son positionnement

Une inquiétude : de plus en plus de formations liées au développement durable sont mises en place, répondant ainsi à une demande sociale forte, mais aussi à un phénomène de mode ; or les débouchés ne sont pas (encore ?) à la hauteur de l'engouement.

Economie et gestion des risques financiers

- Indicateurs :

Effectifs constatés et attendus, taux de réussite	Une trentaine d'étudiants en M1 (avec un taux de réussite entre 55 et 77 %) et une quinzaine en M2.
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants	NR.
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non	88 % des étudiants sortants ont un emploi et 75 % sont en CDI. 73 % ont un statut de cadre. 53 % travaillent dans le secteur bancaire et des assurances. Le salaire annuel moyen à l'embauche est de 27 000 € brut
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants	Pour la moitié des étudiants, le contenu de la formation et l'organisation des enseignements sont satisfaisants.

- Appréciation :

La formation vise à enseigner les principes de bases (théoriques et empiriques) de la finance. Les cours proposés sont assez généralistes, mais ne correspondent pas vraiment à ce qu'on attend d'une formation Bac+5 en finance (aucun cours a priori sur les produits dérivés, la gestion de portefeuille, la finance d'entreprise, l'ingénierie financière,...).

L'équipe pédagogique ne s'appuie pas sur une activité de recherche suffisante dans le domaine.

Certes, la spécialité affiche des débouchés satisfaisants, mais on attend a priori beaucoup plus d'une formation dans un secteur aussi porteur que le secteur banque-finance-assurance.

- Point fort :

- Bonne insertion professionnelle des étudiants (88 % des étudiants sortants de la formation ont un emploi et 75 % sont en contrat CDI ; 73 % ont un statut de cadre).

- Points faibles :

- Un fort taux d'échec en M1 (qui a toutefois tendance à baisser).
- Très peu d'étudiants (une quinzaine) en M2.
- La formation n'est ni vraiment professionnalisante, ni vraiment orientée recherche.
- L'adossement à la recherche est très faible.
- Le dossier est peu soigné et peu précis.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

Il y a à l'évidence besoin de réformer cette formation avec un niveau d'exigence plus élevé. Il conviendrait de réfléchir à la possibilité d'une substitution à terme de la spécialité en alternance « Banque et gestion de patrimoine » à cette spécialité.

Banque et gestion de patrimoine

Cette spécialité est habilitée pour une durée de 6 années à compter de l'année 2010 / 2011 (cf. arrêté ministériel du 26 août 2010).

Diagnostic social et économie solidaire

- Indicateurs :

Effectifs constatés et attendus, taux de réussite	Une quinzaine d'étudiants en M1 (avec un taux de réussite entre 50 % et 75 %), une petite vingtaine en M2 (avec un taux de réussite entre 60 % et 90 %)
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non	71 % des anciens diplômés ayant répondu à l'enquête occupent un emploi, mais la moitié occupent un emploi de catégorie C.
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants	Les étudiants se disent globalement satisfaits.

- Appréciation :

Il s'agit de former des économistes spécialistes du champ social. Les cours semblent classiques dans ce type de formation, et portent sur l'économie sociale, la sociologie des organisations, la protection sociale, etc. A l'issue de la formation, les étudiants doivent être capables de conseiller des entreprises ou organismes publics en ce qui concerne la gestion des risques sociaux et les services d'aide à la personne. Les diplômés doivent savoir conduire des expertises (traitement des données, connaissance des politiques publiques et de la microfinance, audit social, entrepreneuriat solidaire). Les types d'emplois auxquels peuvent prétendre les diplômés sont chargés de mission, conseillers, consultants, formateurs, responsables de service social. Ce positionnement original cependant, n'est pas appuyé sur des bases scientifiques suffisantes, et aboutit à des résultats d'insertion très en dessous de ce qu'on peut attendre d'une formation master.

- Points forts :

- Un positionnement relativement original.
- De bonnes ouvertures vers la formation continue.

- Points faibles :

- L'insertion professionnelle n'est pas bonne en ce qui concerne le taux et le niveau d'embauche (la moitié des étudiants occupent 18 mois après leur formation un poste de catégorie C, ce qui est insuffisant pour un diplôme de niveau Bac+5).
- Il y a une grande incertitude sur les débouchés.
- L'adossement à la recherche est très insuffisant.
- Le dossier est très mal rédigé (nombreuses fautes de français) et ne donne pas les réponses précises aux bonnes rubriques.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : C

Recommandations pour l'établissement

Il faudrait à la fois renforcer la professionnalisation de la formation et relever le niveau d'exigence en termes de recherche.

On pourrait envisager un rapprochement avec les autres spécialités « Economie et développement des territoires » et « Management de l'environnement et du développement durable » pour atteindre une taille critique sur le thème du développement durable. Ceci permettrait, outre la mutualisation de certains cours, d'accroître la visibilité de la formation et de bénéficier d'un meilleur adossement à la recherche.

Une autre possibilité serait un rapprochement avec deux spécialités offertes à Caen (la mention « Management du social et de la santé » propose une spécialité « Management des organisations sociales » et une spécialité « Ingénierie et expertise des politiques sociales locales »). La coexistence des deux formations n'est pas justifiée vu les effectifs et les résultats. Un rapprochement conférerait un caractère pluridisciplinaire à la formation (des sociologues et des économistes).

Economie et développement des territoires

- Indicateurs :

Effectifs constatés et attendus, taux de réussite	
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants	
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non	
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants	

- Appréciation :

Il s'agit d'une demande de création. La spécialité vise à former des économistes capables d'analyser la problématique de l'aménagement et de l'attractivité des territoires, notamment les enjeux de la mondialisation pour le développement territorial, et de concevoir des projets de développement territorial. Les débouchés sont chargés d'étude dans un organisme public, une collectivité territoriale, un cabinet de conseil ou une entreprise. Les domaines d'activité sont la prospective économique, le développement local, les transports, le tourisme, les zones portuaires, l'habitat, l'eau et l'assainissement. Cette formation est portée par une équipe dynamique (tant du point de vue pédagogique que de la recherche), et elle bénéficie du soutien des entreprises et acteurs publics locaux. Dans sa conception elle apparaît plus comme un master d'économie internationale et d'économie du développement qu'un master d'économie régionale et urbaine. Dans ce cadre, des incertitudes fortes apparaissent sur la réalité des débouchés, de même que sur l'attractivité prévue de cette spécialité qui peut apparaître en concurrence avec d'autres spécialités locales.

- Points forts :

- Un positionnement relativement original.
- De nombreux soutiens d'entreprises et de politiques de la région.
- Une forte mutualisation des cours avec les autres spécialités.
- Une équipe pédagogique qui semble dynamique à la fois sur le plan institutionnel et sur le plan de la recherche.

- Points faibles :

- Les débouchés locaux sont faibles.
- Les responsables sont optimistes sur les effectifs attendus. La spécialité risque de capter une partie des effectifs, déjà faibles et en diminution, des autres spécialités.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : B

Recommandations pour l'établissement

Une seule spécialité en M1 qui regrouperait les spécialités « Diagnostic social et économie solidaire » et « Economie et développement des territoires », voire « Management de l'environnement et du développement durable » ferait sens. Outre les possibilités de mutualisation des cours, cela permettrait de renforcer la lisibilité et donc l'attractivité de l'Université de Rouen sur la thématique du développement durable.

Il faudrait aussi éventuellement réfléchir aux modalités de formation continue et en alternance.